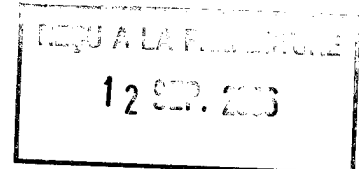


Service instructeur
Service Environnement et Agriculture

N° 6e/98-06

Service consulté



Signature de la convention relative au projet INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud 2c11

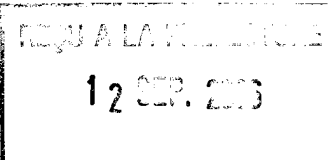
Résumé : *La participation du Conseil Général au Programme INTERREG III A consacrée à l'« optimisation du rôle de la forêt dans la protection des petits cours d'eau et des zones humides » a été décidée par la Commission Permanente du 4 novembre 2005. Les partenaires financiers du projet sont appelés à signer la convention afférente.*

Rappel

L'objectif du projet proposé par l'Office National des Forêts, maître d'ouvrage, avec ses partenaires Allemands et Suisses, est de décrire et d'évaluer la contribution de la forêt à l'amélioration de la qualité de l'eau. Pour ce faire, il est prévu de réaliser un inventaire descriptif de tous les ruisseaux forestiers des zones humides des forêts de montagne et du piémont vosgien afin de sensibiliser l'ensemble des acteurs de la filière bois. Ce travail se fera en synergie entre équipes de chercheurs d'une part, et de gestionnaires forestiers d'autre part, issus des trois régions frontalières du Rhin Supérieur.

Lignes directrices du projet

- Préciser la connaissance des petits cours d'eau forestiers et des zones humides ainsi que les relations entre la gestion des forêts et un bon état écologique des cours d'eau et zones humides ;
- Tester en forêt les mesures de protection et de restauration les plus pertinentes ;
- Identifier, décrire, évaluer en termes économiques les services et mesures écologiques à prendre pour rendre la gestion forestière respectueuse de l'eau ;
- Transférer les connaissances acquises sur les impacts de la forêt en matière de qualité de l'eau aux propriétaires forestiers, gestionnaires et entrepreneurs au travers de formations pratiques.



Budget prévisionnel

La période de réalisation du projet s'étend de juillet 2005 à juin 2007. Le budget global prévisionnel est fixé à 1.083.017 € (dont 530.000 € sur le territoire français). La participation communautaire attendue dans le cadre du programme INTERREG IIIA est de 525.585 € (dont 265.000 € sur le territoire français).

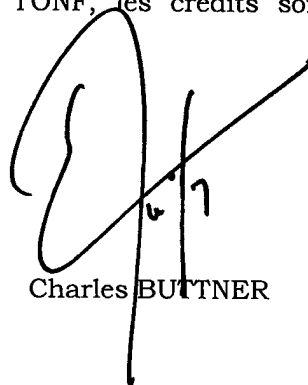
Le Département du Haut-Rhin est sollicité pour une subvention à hauteur de 30.000 €.

Les autres partenaires associés du côté français sont :

- l'Agence de l'Eau Rhin Meuse : 120.000 €
- la Direction Régionale de l' Environnement Alsace : 30.000 €
- le Département du Bas-Rhin : 30.000 €
- l'ONF contribue, quant à lui, à hauteur de : 55.000 €

Compte tenu de ces précisions, je vous invite à m'autoriser à signer la convention du projet n° 2cII du Programme INTERREG IIIA Rhin Supérieur Centre-Sud intitulé « Optimisation du rôle de la forêt dans la protection des petits cours d'eau et des zones humides », et à accorder une subvention maximale de 30.000 € à l'ONF, les crédits sont inscrits au programme C033 au chapitre 204/20418/738.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER



Programme / Programm

INTERREG IIIA Rhin Supérieur Centre-Sud / Oberrhein Mitte-Süd

<p style="text-align: center;">Convention relative au projet N°2c.11</p> <p style="text-align: center;">"Optimisation du rôle de la forêt dans la protection des petits cours d'eau et des zones humides"</p>	<p style="text-align: center;">Vereinbarung bezüglich des Projekts Nr.2c.11</p> <p style="text-align: center;">"Optimierung wasserwirtschaftlicher und gewässerökologischer Belange in der Waldwirtschaft"</p>
<p>Entre</p> <ul style="list-style-type: none">▫ La Région Alsace, autorité de gestion du programme INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud,▫ Office National des Forêts - Direction Territoriale Alsace, porteur dudit projet, et bénéficiaire final de la subvention communautaire,▫ les partenaires cofinanceurs suivants :<ul style="list-style-type: none">- Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg- Département du Bas-Rhin- Département du Haut-Rhin- Direction Régionale de l'Environnement Alsace- République et Canton du Jura- Office des Forêts du Jura▫ La REGIO BASILIENSIS, représentant la Confédération helvétique,	<p>Zwischen</p> <ul style="list-style-type: none">▫ der Région Alsace, Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd,▫ Office National des Forêts - Direction Territoriale Alsace, Träger des o. g. Projekts, und Endbegünstigter der EU-Förderung,▫ den folgenden Kofinanzierungspartnern :<ul style="list-style-type: none">- Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg- Département du Bas-Rhin- Département du Haut-Rhin- Direction Régionale de l'Environnement Alsace- République et Canton du Jura- Office des Forêts du Jura▫ der REGIO BASILIENSIS, im Auftrag der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

PREAMBULE

Vu

Le règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil du 21 juin 1999 portant dispositions générales sur les Fonds structurels, tel que modifié par les règlements (CE) du Conseil n°1447/2001 du 28 juin 2001 et n°1105/2003 du 26 mai 2003,

Le règlement (CE) n°1159/2000 de la Commission du 30 mai 2000 visant les actions d'information et de publicité à mener par les Etats membres sur les interventions des Fonds structurels,

Le règlement (CE) n°1685/2000 de la Commission du 28 juillet 2000 portant modalités d'exécution du règlement (CE) n°1260/1999 en ce qui concerne l'éligibilité des dépenses dans le cadre des opérations cofinancées par les fonds structurels, tel que modifié par le règlement (CE) n°448/2004 de la Commission du 10 mars 2004,

Le règlement (CE) n°438/2001 de la Commission du 2 mars 2001 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n°1260/1999 en ce qui concerne les systèmes de gestion et de contrôle du concours octroyé au titre des fonds structurels, tel que modifié par le règlement (CE) n°2355/2002 de la Commission du 27 décembre 2002,

La décision CCI n° 2001 CB 16 0 PC 006 de la Commission Européenne en date du 27 décembre 2001, modifiée par la décision (C) 2004/5743 du 27 décembre 2004, relative à l'octroi d'une participation au titre du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) pour le programme INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud,

La loi fédérale du 8 octobre 1999 relative à la promotion de la participation suisse à l'initiative communautaire de la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale (INTERREG III - 2000-2006), l'ordonnance du 22 novembre 2000 s'y afférant (et son rapport explicatif),

Les lignes directrices du Secrétariat d'Etat à l'Economie (seco) pour la décentralisation du volet A de l'Initiative INTERREG III,

Le vade-mecum à destination des porteurs de projet dans le cadre des programmes INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud et PAMINA,

PRÄMBEL

wird in Anbetracht

der Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 des Rates vom 21. Juni 1999 mit allgemeinen Bestimmungen über die Strukturfonds, geändert durch die Verordnungen (EG) des Rates Nr. 1447/2001 vom 28. Juni 2001 und Nr. 1105/2003 vom 26. Mai 2003,

der Verordnung (EG) Nr. 1159/2000 der Kommission vom 30. Mai 2000 über die von den Mitgliedstaaten zu treffenden Informations- und Publizitätsmaßnahmen für die Interventionen der Strukturfonds,

der Verordnung (EG) Nr. 1685/2000 der Kommission vom 28. Juli 2000 hinsichtlich der Regeln für die Zuschussfähigkeit der Ausgaben für von den Strukturfonds kofinanzierte Operationen, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 448/2004 der Kommission vom 10. März 2004,

der Verordnung (EG) Nr. 438/2001 der Kommission vom 2. März 2001 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 in Bezug auf die Verwaltungs- und Kontrollsysteme bei Strukturfondsinterventionen, geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2355/2002 der Kommission vom 27. Dezember 2002,

der Entscheidung CCI Nr. 2001 CB 16 0 PC 006 der Europäischen Kommission vom 27. Dezember 2001, die durch die Entscheidung (K) 2004/5743 vom 27. Dezember 2004 geändert wurde, bezüglich der Bewilligung einer Teilnahme auf der Grundlage des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) am Programm INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd,

des Bundesgesetzes vom 8. Oktober 1999 über die Förderung der schweizerischen Beteiligung an der Gemeinschaftsinitiative für grenzüberschreitende, transnationale und interregionale Zusammenarbeit (INTERREG III) in den Jahren 2000-2006, der Verordnung zu diesem Gesetz vom 22. November 2000 (samt erläuterndem Bericht),

der Richtlinien des Staatssekretariats für Wirtschaft (seco) für die Dezentralisierung der Ausrichtung A der INTERREG III-Initiative,

des Vade-Mecum für die Projektträger im Rahmen der Programme INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd und PAMINA,

<p>Le formulaire de demande de concours communautaire relatif au présent projet et ses annexes en date du 18 février 2005 (ainsi que le formulaire de demande de soutien à la Confédération helvétique), annexés à la présente convention,</p> <p>L'accusé de réception de dossier complet délivré le 1^{er} avril 2005,</p> <p>La décision du Comité de Pilotage INTERREG III A Rhin Supérieur Centre-Sud en date du 1^{er} décembre 2005,</p> <p>Il est convenu ce qui suit :</p>	<p>des Antragsformulars auf Gewährung der Gemeinschaftsförderung bezüglich des vorliegenden Projekts nebst Anlagen vom 18. Februar 2005, (sowie des Antragsformulars auf Unterstützung durch die Schweizerische Eidgenossenschaft), die an die vorliegende Vereinbarung angehängt sind,</p> <p>der Eingangsbestätigung des vollständigen Antrags mit Datum vom 1. April 2005,</p> <p>des Beschlusses des Lenkungsausschusses INTERREG III A Oberrhein Mitte-Süd vom 1. Dezember 2005,</p> <p>folgende Vereinbarung geschlossen:</p>
<p>Article 1 - OBJET</p> <p>L'objet de cette convention est de fixer les modalités de participation des signataires et les modalités de mise en œuvre du présent projet.</p> <p>La responsabilité de la bonne utilisation des crédits INTERREG est portée par le porteur de projet vis-à-vis de l'autorité de gestion.</p> <p>Le coordinateur suisse (mentionné au formulaire A3 de la demande de concours communautaire) est responsable de la réalisation et du suivi administratif du projet vis-à-vis de la Confédération et des Cantons.</p>	<p>Artikel 1 - GEGENSTAND</p> <p>Gegenstand dieser Vereinbarung ist die Festlegung der finanziellen Beiträge der Unterzeichnenden sowie der Durchführungsbestimmungen für das betroffene Projekt.</p> <p>Die Verantwortung für die bestimmungsgemäße Verwendung der INTERREG-Mittel trägt der Projektverantwortliche gegenüber der Verwaltungsbehörde.</p> <p>Der Schweizer Gesuchsteller (s. Formular A3 des EU-Antrags) ist gegenüber dem Bund und den Kantonen für die Durchführung und administrative Betreuung des Projekts verantwortlich.</p>
<p>Article 2 - DEFINITION DU PROJET</p> <p>Le porteur de projet et ses partenaires cofinanceurs s'engagent à réaliser, dans le respect des dispositions de la présente convention, le projet tel que décrit dans le formulaire de demande de concours communautaire, le budget prévisionnel en dépenses et le calendrier de réalisation.</p> <p>L'ensemble des éléments cité en préambule ainsi que les pièces annexées font partie intégrante de la présente convention et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.</p>	<p>Artikel 2 - DEFINITION DES PROJETS</p> <p>Der Projektverantwortliche und seine Kofinanzierungspartner verpflichten sich, das Projekt durchzuführen, so wie es im Antrag auf Gemeinschaftsförderung beschrieben wurde, und den Kosten- und Finanzierungsplan sowie den Realisierungsplan im Einklang mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung einzuhalten.</p> <p>Alle in der Präambel genannten Dokumente sowie die angehängten Unterlagen sind Bestandteile der vorliegenden Vereinbarung und sind gleichwertige Vertragsbestandteile.</p>

Article 3 - PERIODES CONCERNEES

3.1. Durée de validité de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet et reste valable jusqu'au 31 décembre 2013.

3.2. Période de réalisation du projet

Le projet est réalisé entre le 1^{er} juillet 2005 et le 30 juin 2007, comme indiqué dans le formulaire de demande.

3.3. Démarrage du projet

Le porteur de projet est tenu de démarrer le projet au plus tard dans un délai de trois mois à compter de son acceptation par le Comité de Pilotage, dont la date figure en préambule.

La justification du commencement du projet se matérialise par l'envoi à l'autorité de gestion du formulaire-type de démarrage du projet dûment renseigné par le porteur de projet.

La présente convention sera caduque si le projet n'a pas débuté dans ce délai.

Cela entraînera également l'annulation de la décision d'octroi des fonds communautaires du Comité de Pilotage.

Une dérogation peut être accordée par l'autorité de gestion sur demande écrite justifiée du porteur de projet. Cette demande doit être antérieure d'un mois à la date d'échéance du délai de trois mois.

3.4. Période d'éligibilité des dépenses

Afin de permettre au porteur de projet d'honorer toutes les factures relatives à la clôture du projet et de présenter ces dépenses à l'Autorité de Gestion dans les délais impartis, la fin de la période d'éligibilité des dépenses est portée à trois mois après la date de fin de réalisation du projet.

La période d'éligibilité des dépenses du présent projet s'étend du 1^{er} juillet 2005 au 30 septembre 2007 inclus.

A cette dernière date, l'intégralité du budget doit avoir fait l'objet de factures acquittées ou de pièces justificatives de valeur probante équivalente.

Artikel 3 - BETROFFENE ZEITRÄUME

3.1. Gültigkeitsdauer der Vereinbarung

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tage ihrer Zustellung an den Projektträger durch die Verwaltungsbehörde (zuletzt Unterzeichnende) in Kraft und behält ihre Wirkung bis zum 31. Dezember 2013.

3.2. Durchführungszeitraum des Projekts

Das Projekt wird vom 1. Juli 2005 bis zum 30. Juni 2007 durchgeführt, wie im Antragsformular festgelegt.

3.3. Projektbeginn

Der Projektverantwortliche ist verpflichtet, spätestens innerhalb von drei Monaten ab Bewilligung durch den Lenkungsausschuss mit dem Projekt zu beginnen, deren Datum in der Präambel steht.

Der Nachweis des Projektbeginns erfolgt durch die Übermittlung des durch den Projektträger gewissenhaft ausgefüllten Musterformulars zum Projektbeginn an die Verwaltungsbehörde.

Die vorliegende Vereinbarung wird gegenstandslos, wenn das Projekt nicht innerhalb dieser Frist begonnen wurde.

Dies hat außerdem zur Folge dass, der Lenkungsausschuss seine Entscheidung über die Bewilligung von Gemeinschaftsmitteln auflöst.

Eine Fristverlängerung kann durch die Verwaltungsbehörde auf schriftlich begründeten Antrag des Projektträgers erfolgen. Dieser Antrag muss mindestens einen Monat vor Ablauf der Drei-Monats-Frist gestellt werden.

3.4. Zeitraum der Förderfähigkeit der Ausgaben

Um dem Projektträger zu ermöglichen, fristgerecht, alle Rechnungen in Verbindung mit dem Ende des Projekts zu begleichen und die entsprechenden Ausgaben der Verwaltungsbehörde vorzulegen, wird der Förderzeitraum auf 3 Monate nach dem Ende des Realisierungszeitraums verlängert.

Der Förderzeitraum für Ausgaben des vorliegenden Projekts reicht vom 1. Juli 2007 bis einschließlich 30. September 2007.

Zu diesem letzten Datum muss der gesamte Kostenplan mit den beglichenen Rechnungen oder den in gleicher Weise aussagekräftigen Belegen übereinstimmen.

Article 4 - PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

4.1. Répartition des fonds

La répartition entre les différents cofinanceurs s'établit comme suit :

Fonds communautaires (FEDER) / Gemeinschaftsmittel (EFRE):	525 585 €
Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg:	260 585 €
Agence de l'Eau Rhin-Meuse	135 000 €
Office National des Forêts	55 000 €
Département du Bas-Rhin	30 000 €
Département du Haut-Rhin	30 000 €
DIREN	15 000 €
Canton et République du Jura	12 613 €
Office des Forêts du Jura	3 467 €
Regio Basiliensis	15 767 €
Montant total du projet / Gesamthöhe des Projekts :	1 083 017 €

4.2. Utilisation des fonds

Le porteur de projet est tenu d'utiliser les fonds qui lui sont confiés exclusivement aux fins indiquées aux articles 1 et 2 de la présente convention.

L'utilisation non conforme des crédits peut donner lieu à des poursuites judiciaires.

4.3. Modification du budget ou du plan de financement

Le porteur de projet s'engage à adresser dans les meilleurs délais à l'autorité de gestion un courrier en cas de modification à la hausse ou à la baisse du budget prévisionnel en dépenses ou du plan de financement.

Une seule demande de modification du plan de financement et une seule demande de modification du budget prévisionnel de dépenses peuvent être adressées à l'autorité de gestion au cours de la période de réalisation du projet.

Le porteur de projet présentera à cette occasion à l'autorité de gestion une demande formelle de modification.

Un dépassement du budget ne peut pas entraîner une augmentation du concours communautaire initialement alloué par le Comité de Pilotage.

Artikel 4 - FINANZIERUNGSPLAN DES PROJEKTS

4.1. Aufteilung der Mittel

Die Aufteilung zwischen den verschiedenen Kofinanzierern gestaltet sich wie folgt:

4.2. Verwendung der Mittel

Der Projektverantwortliche ist verpflichtet, die ihm überlassenen Mittel ausschließlich zu den in den Artikeln 1 und 2 der vorliegenden Vereinbarung festgelegten Zwecken zu verwenden.

Die Verwendung der ausbezahlten Mittel in anderer Weise kann eine rechtliche Verfolgung nach sich ziehen.

4.3. Änderung des Kosten- oder Finanzierungsplans

Der Projektverantwortliche verpflichtet sich für den Fall, dass der vorhergesehene Kosten- oder der Finanzierungsplan nach oben oder nach unten korrigiert werden muss, die Verwaltungsbehörde schriftlich und ohne schuldhaftes Zögern zu informieren.

Während der Projektlaufzeit kann ein einziger Änderungsantrag des Finanzierungsplanes und ein einziger Änderungsantrag des Kostenplanes bei der Verwaltungsbehörde eingereicht werden.

Der Projektverantwortliche legt der Verwaltungsbehörde einen entsprechenden Änderungsantrag vor.

Eine Überschreitung des Budgets hat keine Erhöhung der von dem Lenkungsausschuss ursprünglich genehmigten Gemeinschaftsförderung zur Folge.

<p>Une baisse du budget entraîne une réduction de la subvention communautaire initialement octroyée.</p> <p>Si nécessaire, il appartiendra au Comité de Pilotage d'accorder ou non ladite demande.</p>	<p>Eine Verringerung des Budgets hat zur Folge, dass sich die ursprünglich bewilligte Gemeinschaftsbeihilfe entsprechend reduziert.</p> <p>Falls notwendig, wird der Lenkungsausschuss den oben erwähnten Änderungsantrag annehmen oder ablehnen.</p>
<p>Article 5 - MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS COMMUNAUTAIRES</p> <p>5.1. Montant de l'aide communautaire</p> <p>Le montant total de l'aide communautaire, mentionné à l'article 4.1, est un montant maximum.</p> <p>Le montant définitif de l'aide communautaire sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées.</p> <p>Il ne pourra en aucun cas dépasser 50 % du coût total prévisionnel éligible mentionné à l'article 4.1.</p> <p>Si les partenaires suisses sont concernés par des dépenses communes éligibles, le montant de l'aide communautaire Centre-Sud pour ces dépenses ne pourra pas dépasser 48,52970913% du coût total prévisionnel mentionné à l'article 4.1.</p> <p>5.2. Rythme de versement des fonds communautaires</p> <p>Le montant de l'aide communautaire dépendant des dépenses effectivement réalisées, tous les versements communautaires ne seront effectués qu'après vérification du respect du budget prévisionnel et de l'éligibilité des dépenses.</p> <p>Ils seront donc faits au fur et à mesure de la justification des dépenses par le porteur de projet auprès de l'autorité de gestion.</p> <p>Le porteur de projet adresse celle-ci à l'autorité de gestion au minimum tous les trois mois (au plus tard les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année).</p> <p>Dans le cas de figure où aucune dépense n'aurait été acquittée au cours d'un trimestre, le porteur de projet est tenu, par courrier, d'en informer l'autorité de gestion.</p> <p>Chaque partenaire réalisant des dépenses dans le cadre du projet (y compris les partenaires suisses le cas échéant) s'engage à transmettre</p>	<p>Artikel 5 - AUSZAHLUNGSBEDINGUNGEN FÜR GEMEINSCHAFTSMITTEL</p> <p>5.1. Höhe der Gemeinschaftsbeihilfe</p> <p>Die im Artikel 4.1 genannte Gesamtbetragshöhe der EU-Beihilfe ist ein Maximalbetrag.</p> <p>Die genaue Höhe der Gemeinschaftsbeihilfe wird im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten und nachgewiesenen Ausgaben errechnet.</p> <p>In keinem Fall darf sie 50 % der im Artikel 4.1 genannten vorgesehenen förderfähigen Gesamtkosten übersteigen.</p> <p>Wenn die Schweizer Projektpartner von gemeinsamen förderfähigen Ausgaben betroffen sind, darf die Höhe der Förderung aus dem Programm Oberrhein Mitte-Süd für diese Ausgaben 48,52970913 % der im Artikel 4.1 genannten vorgesehenen Gesamtkosten nicht übersteigen.</p> <p>5.2. Auszahlungsrhythmus der Gemeinschaftsmittel</p> <p>Da die Höhe der Gemeinschaftsmittel von den tatsächlich getätigten Ausgaben abhängt, erfolgen sämtliche Auszahlungen von Gemeinschaftsmitteln erst nach Überprüfung der Einhaltung des vorgesehenen Kostenplans sowie der Förderfähigkeit der Ausgaben.</p> <p>Die Auszahlung erfolgt erst, nachdem der Projektverantwortliche die Ausgaben bei der Verwaltungsbehörde nachgewiesen hat.</p> <p>Ein solcher Nachweis ist von dem Projektträger mindestens alle drei Monate (spätestens am 31. März, 30. Juni, 30. September und 31. Dezember eines jeden Jahres) an die Verwaltungsbehörde zu richten.</p> <p>Für den Fall, dass innerhalb eines Quartals keine einzige Zahlung belegt wurde, hat der Projektverantwortliche die Verwaltungsbehörde hierüber schriftlich zu informieren.</p> <p>Jeder Partner (einschließlich gegebenenfalls Schweizer Projektpartner), der Ausgaben im Rahmen des Projekts tätigt, verpflichtet sich, die im</p>

régulièrement au porteur de projet le récapitulatif de ses dépenses, tel que décrit ci-dessous, de façon à lui permettre de procéder aux demandes de paiement dans les délais indiqués.

5.3. Disponibilité des fonds communautaires

Le versement des fonds communautaires au porteur de projet est fonction des fonds disponibles auprès de l'autorité de paiement.

5.4. Contenu de la demande de paiement

Pour être recevable, la demande de paiement doit être composée des éléments suivants :

1. les copies des pièces nécessaires à la justification des dépenses, classées par ligne budgétaire et par ordre chronologique.

Il est impératif de mentionner le lieu de détention des pièces originales.

Ce dispositif est mis en place, afin de garantir la traçabilité des fonds et la piste d'audit telle que demandée par la Commission Européenne dans le règlement (CE) n°438/2001 du 2 mars 2001 modifié.

Lorsque les éléments susmentionnés ne sont pas suffisants pour faire apparaître le lien entre la dépense et le projet, il est demandé d'expliquer ce lien.

2. un récapitulatif des dépenses présentées, mentionnées ci-dessus, sous forme de tableaux, indiquant la date à laquelle les pièces ont été établies, le montant de chaque poste de dépenses, la nature des documents joints, ainsi que la date et le mode de paiement.

Le porteur de projet et chaque partenaire concerné (y compris les partenaires suisses le cas échéant) établissent et signent les tableaux récapitulatifs correspondant aux dépenses qu'ils ont réalisées.

La totalité des tableaux récapitulatifs doit être contresignée par le porteur de projet.

De plus les dépenses éligibles communes concernant les partenaires suisses doivent apparaître de façon séparée, car dans ce cas les modalités de versement des fonds communautaires changent (voir article 5.1).

untenehenden Punkt definierte Aufstellung seiner Ausgaben dem Projektträger regelmäßig zukommen zu lassen, damit er die EU-Zahlungen rechtzeitig beantragen kann.

5.3. Verfügbarkeit der Gemeinschaftsmittel

Die Auszahlung der Gemeinschaftsmittel an den Projektverantwortlichen geschieht unter der Voraussetzung, dass die Mittel bei der Zahlstelle verfügbar sind.

5.4. Inhalt des Auszahlungsantrags

Damit der Auszahlungsantrag zulässig ist, müssen ihm folgende Unterlagen beigefügt werden :

1. Kopien aller zum Nachweis erforderlichen Schriftstücke. Diese Belege sind nach Budgetlinien und chronologisch zu ordnen.

Der Aufbewahrungsort der Originalbelege muss angegeben werden.

Diese Maßnahme ist erforderlich, um die Verfolgbarkeit der Mittel und den Prüfpfad zu garantieren, wie es die Europäische Kommission in der geänderten Verordnung (EG) Nr. 438/2001 vom 2. März 2001 verlangt.

Wenn die o. g. Elemente nicht ausreichen, um den Zusammenhang zwischen den Ausgaben und dem Projekt zu begründen, soll dieser erklärt werden.

2. eine Aufstellung der o. g. Ausgaben, in Form von Tabellen, auf der das Datum der Rechnungsstellung, der Betrag jedes einzelnen Ausgabenpostens, die Art der beigefügten Dokumente sowie das Datum der Zahlung und die Zahlungsweise ersichtlich sind.

Der Projektträger sowie jeder betroffene Partner (einschließlich gegebenenfalls Schweizer Projektpartner) erstellen und unterschreiben die Aufstellung der von ihnen getätigten Ausgaben.

Sämtliche zusammenfassende Aufstellungen müssen durch den Projektträger unterzeichnet werden.

Ferner sind förderfähige gemeinsame Ausgaben, die die Schweizer Partner betreffen, gesondert zu kennzeichnen, da sich in diesem Fall die Auszahlungsbedingungen für die Gemeinschaftsmittel ändern (vgl. Art. 5.1).

Le porteur de projet et chaque partenaire concerné doivent faire attester la réalité des paiements par un tiers, en faisant signer les tableaux concernant leurs dépenses par :

- dans le cas d'un porteur de projet / partenaire privé : un expert comptable ou un commissaire aux comptes (à défaut, il doit fournir les copies des relevés bancaires faisant apparaître les débits correspondant aux dépenses) ;
- dans le cas d'un porteur de projet / partenaire public : le comptable public (à défaut, il doit fournir les copies des mandats faisant apparaître les virements correspondant aux dépenses).

Les réductions sur achat à caractère commercial (rabais, remises, ristournes) ou à caractère financier (escomptes), ainsi que les avoirs, seront déduits du montant des dépenses certifiées.

Le porteur de projet s'engage à présenter à l'autorité de gestion uniquement des dépenses en conformité avec le règlement (CE) n°1685/2000 du 28 juillet 2000 modifié, avec le Règlement relatif à la promotion de la participation suisse à l'initiative communautaire INTERREG III avec son rapport explicatif de décembre 2000 et avec les lignes directrices du Secrétariat d'Etat à l'Economie (seco) pour la décentralisation du volet A de l'initiative INTERREG III.

5.5. Versement des fonds communautaires aux partenaires

Lorsque la contribution des partenaires se fait par l'intermédiaire de dépenses propres, les fonds communautaires correspondants leur sont versés par le porteur de projet, au prorata des dépenses qu'ils ont présentées et qui ont été certifiées par l'autorité de gestion.

5.6. Paiement du solde

A l'appui de la demande de paiement du solde communautaire, le porteur de projet s'engage à déposer un état récapitulatif, certifié par ses soins, attestant de la perception de la totalité des cofinancements nationaux mentionnés à l'article 4.1.

Der Projektträger sowie jeder betroffene Projektpartner müssen die Richtigkeit der Zahlungen durch einen Dritten bestätigen lassen, indem sie die Aufstellung der Ausgaben unterschreiben lassen durch:

- bei einem privaten Projektträger / Projektpartner: einen Wirtschafts- oder vereidigten Buchprüfer (andernfalls sind Kopien der Kontoauszüge beizufügen, auf denen die den Ausgaben entsprechenden Abbuchungen nachzuvollziehen sind) ;
- bei einem öffentlichen Projektträger / Projektpartner: die öffentliche Buchhaltung (andernfalls sind Kopien der Kontoauszüge beizufügen, auf denen die den Ausgaben entsprechenden Abbuchungen nachzuvollziehen sind).

Reduzierungen des Kaufpreises kommerzieller Art (Rabatt, Nachlass, Storno) oder finanzieller Art (Skonto) sowie Gutschriften werden von dem Betrag der bescheinigten Ausgaben abgezogen.

Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, der Verwaltungsbehörde nur solche Ausgaben vorzulegen, die mit der geänderten Verordnung (EG) Nr. 1685/2000 vom 28. Juli 2000, der Verordnung über die Förderung der Schweizerischen Beteiligung an der Gemeinschaftsinitiative INTERREG III mit erläuterndem Bericht vom Dezember 2000 und den Richtlinien des Staatssekretariats für Wirtschaft (seco) für die Dezentralisierung der Ausrichtung A der INTERREG III-Initiative in Einklang stehen.

5.5. Zahlung der Gemeinschaftsmittel an die Projektpartner

Wenn die Projektpartner sich durch eigene Ausgaben am Projekt beteiligen, werden ihnen vom Projektträger die entsprechenden Gemeinschaftsmittel anteilmäßig der von ihnen nachgewiesenen und von der Verwaltungsbehörde beglaubigten Ausgaben überwiesen.

5.6. Auszahlung des Restbetrags

Zum Nachweis verpflichtet sich der Projektträger bei Antrag auf Auszahlung des Restbetrags einen von ihm unterzeichneten zusammenfassenden Einnahmenstand einzureichen, der den Erhalt sämtlicher nationaler im Artikel 4.1 genannter Kofinanzierungsmittel bestätigt.

En outre, cet état récapitulatif doit être signé :

- Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage publique : par le comptable public.
- Dans le cas d'une maîtrise d'ouvrage privée : par un expert comptable, ou un commissaire aux comptes (à défaut, il doit produire des copies de relevés bancaires faisant apparaître les crédits correspondant aux fonds complémentaires perçus, ou des extraits issus de sa comptabilité).

5.7. Préfinancement du solde communautaire

Le montant cumulé des versements de fonds communautaires ne peut dépasser 95 % du montant total de la subvention communautaire.

Le solde de 5 % de la subvention communautaire est à préfinancer par le porteur de projet jusqu'à la fin du programme INTERREG III Rhin Supérieur Centre-Sud (2009/2010) et lui sera versé sur présentation et acceptation des pièces mentionnées aux articles 5 et 7.

5.8. Comptabilité séparée

Le porteur de projet s'engage à tenir une comptabilité séparée du projet ou à utiliser une codification comptable adéquate.

5.9. Coordonnées bancaires

Le porteur de projet s'engage à ouvrir un compte bancaire spécifique pour le projet, ou, pour les maîtrises d'ouvrage publiques, une ligne budgétaire nouvelle.

Il doit transmettre à l'autorité de gestion les coordonnées correspondantes (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB) au plus tard lors de la première demande de versement.

Le compte bancaire de l'Office National des Forêts porteur du projet est :

CREDIT LYONNAIS STRASBOURG
6 rue de l'Eglise
67000 STRASBOURG
Banque Agence N° de compte Clé
30002 08571 0000061198D 62
IBAN FR63 3000 2085 7100 0006 1198 D62
BIC /Adresse SWIFT : CRLYFRPP

Außerdem muss dieser Einnahmenstand unterzeichnet werden:

- Im Fall einer öffentlichen Projektträgerschaft: durch den öffentlichen Buchprüfer.
- Im Fall einer privaten Projektträgerschaft: durch einen Wirtschafts- oder vereidigten Buchprüfer (andernfalls sind Kopien der Kontoauszüge, die die Einnahmen der entsprechend erhaltenen nationalen Komplementärmittel nachweisen, oder entsprechende Auszüge der Buchhaltung, beizufügen.)

5.7. Vorfinanzierung des Restbetrags der Gemeinschaftsmittel

Die Summe der Einzelzahlungen von Gemeinschaftsmitteln darf 95 % des Gesamtbetrages der Gemeinschaftsbeihilfe nicht überschreiten.

Der Restbetrag in Höhe von 5 % der Gemeinschaftsbeihilfe muss vom Projektverantwortlichen vorfinanziert werden bis zum Ende des Programms INTERREG III Oberrhein Mitte-Süd (2009/2010). Er wird nach Vorstellung und Annahme der in Artikel 5 und 7 genannten Dokumente ausbezahlt.

5.8. Getrennte Buchführung

Der Projektverantwortliche verpflichtet sich zu einer getrennten Projektbuchführung oder zur Verwendung einer geeigneten buchhalterischen Kodierung.

5.9. Bankverbindung

Der Projektverantwortliche muss ein für das Projekt getrenntes Bankkonto, oder, im Fall einer öffentlichen Projektträgerschaft, einen neuen Haushaltstitel einrichten.

Er muss die entsprechenden Bankangaben (insbesondere die IBAN- und SWIFT-Nummer), die ihm von der Bank übermittelt werden (Kontenidentitätsnachweis mit Unterschrift und Stempel), spätestens vor dem ersten Auszahlungsantrag der Verwaltungsbehörde zukommen zu lassen.

Das Bankkonto des Projektträgers Office National des Forêts ist folgendes :

CREDIT LYONNAIS STRASBOURG
6 rue de l'Eglise
67000 STRASBOURG
Banque Agence N° de compte Clé
30002 08571 0000061198D 62
IBAN FR63 3000 2085 7100 0006 1198 D62
BIC /Adresse SWIFT : CRLYFRPP

Article 6 - MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS COMPLEMENTAIRES

6.1. Modalités de versement des fonds nationaux

L'Office National des Forêts (par l'intermédiaire de la Direction Territoriale Alsace) participe au projet à hauteur de **55.000 euros** (5,08 % du total prévisionnel mentionné à l'article 4.1) sous forme de dépenses directes.

La Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg participe au projet à hauteur de **260.585 euros** (24,06% du total prévisionnel mentionné à l'article 4.1) sous forme de dépenses directes.

L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse participe au projet à hauteur de **135.000 euros** (12,47 % du total prévisionnel mentionné à l'article 4.1). L'aide financière sera versée selon les modalités suivantes :

- un premier acompte de 30 % sur justification du démarrage de l'opération
- des acomptes intermédiaires calculés au prorata des justificatifs de dépenses transmis dans la limite de 90 %
- le solde, sur présentation du rapport d'étude avec une copie du relevé définitif des dépenses effectuées visé par le maître d'ouvrage.

La Direction Régionale de l'Environnement Alsace participe au projet à hauteur de **15.000 euros** (1,39 % du total prévisionnel mentionné à l'article 4.1).

Le montant a été versé en décembre 2005.

Le Conseil Général du Bas-Rhin participe au projet à hauteur de **30.000 euros** (2,77 % du total prévisionnel mentionné à l'article 4.1). Le rythme de versement est le suivant :

- 50% après notification de la convention sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal du maître d'ouvrage,
- le solde sur présentation d'un rapport final et d'un récapitulatif des dépenses (signé par le comptable public) réalisées durant la période d'éligibilité du projet, au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Artikel 6 - AUSZAHLUNGSBEDINGUNGEN FÜR KOFINANZIERUNGSMITTEL

6.1. Auszahlungsbedingungen für nationale Mittel

Der Office National des Forêts (durch die Direction Territoriale Alsace) beteiligt sich am Projekt in Höhe von **55.000 Euro** (5,08 % der im Abschnitt 4.1 angegebenen Gesamtkosten) durch direkte Ausgaben.

Die Forstliche Versuchs- und Forschungsanstalt Baden-Württemberg beteiligt sich am Projekt in Höhe von **260.585 Euro** (24,06% der im Abschnitt 4.1 angegebenen Gesamtkosten) durch direkte Ausgaben.

Die Agence de l'Eau Rhin-Meuse beteiligt sich am Projekt in Höhe von **135.000 Euro** (12,47% der im Abschnitt 4.1 angegebenen Gesamtkosten). Dieser finanzielle Betrag wird nach folgender Weise übertragen :

- eine erste Anzahlung von 30 % nach Anweisung des Beginnes der Arbeiten
- Zwischenanzahlungen auf Vorlage zu den im Verhältnis tatsächlich getätigten Ausgaben abgegrenzt auf 90 %
- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer Kopie der getätigten Ausgaben unterschrieben von dem Bauherr.

Die Direction Régionale de l'Environnement Alsace beteiligt sich am Projekt in Höhe von **15.000 Euro** (1,39 % der voraussichtlich Gesamtsumme, die in Artikel 4.1 genannt ist).

Dieser Betrag wurde im Dezember 2005 überwiesen.

Der Conseil Général du Bas-Rhin beteiligt sich am Projekt in Höhe von **30.000 Euro** (2,77 % der voraussichtlich Gesamtsumme, die im Artikel 4.1 genannt ist). Der Auszahlungsrhythmus ist folgender:

- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung und auf Vorlage eines von dem gesetzlichen Vertreter des Projektträgers unterschriebenen Zahlungsantrag,
- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer Aufstellung der während der förderfähigen Periode getätigten Ausgaben (unterschrieben von dem öffentlichen Rechnungsführer), im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten Ausgaben.

Le **Conseil Général du Haut-Rhin** participe au projet à hauteur d'un **montant maximum de 30.000 euros**. Cette participation devra être entièrement affectée aux actions n°2, 3, 5.1 de l'annexe 3 de la demande de concours communautaire, soit :

- n°2 (en totalité) : Inventaire descriptif des zones humides en forêt ;
- n°3 (en partie) : Programme d'actions à examiner au cas par cas pour les travaux de lutte contre les plantes invasives, de gestion des bois morts, des mares, etc. ;
- n°5.1 (en partie) : sensibilisation et formation des gestionnaires, propriétaires et entrepreneurs à travers la rédaction de notes, plaquettes et supports de formation

Le rythme de versement est le suivant :

- 50% après notification de la convention sur présentation d'une demande de versement signée par le représentant légal du maître d'ouvrage,
- Le solde sur présentation d'un rapport final et d'un récapitulatif des dépenses (signé par le comptable public) comportant le détail des dépenses effectuées pour les actions mentionnées ci-dessus, au prorata des dépenses effectivement réalisées sur ces opérations.

Les fonds sont versés par chaque cofinancier au porteur de projet sur le compte mentionné à l'article 5.9. de la présente convention.

Les partenaires s'engagent à transmettre au porteur de projet les copies de toutes les factures ou pièces justificatives de valeur probante équivalente certifiées exactes correspondant à leur engagement.

6.2. Modalités de versement des fonds de la Confédération Helvétique

La **REGIO BASILIENSIS**, par ordre de la Confédération helvétique, participe au projet à hauteur de **15.767 euros** (1,46 % du montant total du projet).

Le rythme de versement est le suivant :

- 1^{er} acompte : 40 % après la signature de la présente convention
- 2^{ème} acompte : 40 % après la réalisation de 80 % du budget du projet et sur présentation d'une demande de versement et d'un décompte des dépenses visés par le responsable suisse du projet

Der **Conseil Général du Haut-Rhin** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **maximal 30.000 €**. Diese Beteiligung muss völlig an die Aktionen 2, 3, 5.1 des Anhangs 3 des Antrags auf EU Förderung angewendet sein, das heißt :

- n°2 (vollständig) : Zustandserfassung der Feuchtgebiete im Wald
- n° 3 (teils) : Maßnahmenprogramm einzeln zu bestimmen wie Bekämpfung von Neophyten, Totholzbewirtschaftung, kleine Teiche, usw.;
- n°5.1 (teils) : Sensibilisierung und Weiterbildung für Förster, Waldbesitzer, und Unternehmer durch Zusammenstellung von Informationsbroschüren und Unterrichtsmaterial

Der Auszahlungsrhythmus ist folgender:

- 50% bei Unterzeichnung der Vereinbarung und auf Vorlage eines von dem gesetzlichen Vertreter des Projektträgers unterschriebenen Zahlungsantrag
- Der Saldo auf Vorlage des Schlussberichts und einer Aufstellung der getätigten Ausgaben für die drei soeben angegebenen Aktionsbereiche (unterschrieben von dem öffentlichen Rechnungsführer) im Verhältnis der für diese Aktionen tatsächlich getätigten Ausgaben.

Die aufgeführten Mittel werden von jedem Kofinanzierer an den Projektverantwortlichen auf das in Artikel 5.9. der vorliegenden Vereinbarung genannte Konto eingezahlt.

Die Partner verpflichten sich, dem Projektverantwortlichen Kopien sämtlicher Rechnungen oder entsprechende aussagekräftige Belege zukommen zu lassen, die genaue Auskunft über ihre Leistungen geben.

6.2. Auszahlungsbedingungen für Mittel der Schweizerischen Eidgenossenschaft

Die **REGIO BASILIENSIS**, im Auftrag der Schweizerischen Eidgenossenschaft, beteiligt sich am Projekt in Höhe von **15.767 Euro** (1,46% der Gesamtkosten des Projekts).

Der Auszahlungsrhythmus ist folgender:

- 1. Rate: 40% nach Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung,
- 2. Rate: 40% nach Realisierung von 80% des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Schweizer Projektverantwortlichen unterzeichneten Zahlungsantrags sowie eines ebenfalls unterzeichneten Ausgabenstands,

- Solde : au prorata des dépenses réelles certifiées et sur présentation du rapport final et du décompte définitif.

La **République et Canton du Jura** participe au projet à hauteur **12 613 euros** (1,16 % du total prévisionnel du projet). Le rythme de versement des fonds sera le même que celui de la REGIO BASILIENSIS.

L'**Office des forêts du Jura** participe au projet à hauteur de **3 467 euros** (0,32 % du total prévisionnel du projet) sous forme de dépenses directes.

Les paiements des cofinanceurs suisses (y compris les fonds fédéraux) doivent être versés avec la mention "INTERREG III" sur le compte géré par le responsable suisse du projet.

Le taux de change pour tous les cofinanceurs suisses est de **1,58559** CHF pour 1 Euro (et inversement).

Les demandes de paiement relatives aux fonds de la Confédération helvétique sont à adresser à la REGIO BASILIENSIS.

Le paiement interviendra au prorata des fonds disponibles.

Les fonds émanant de la Confédération helvétique ne peuvent en aucun cas dépasser 50% de la participation effective suisse totale (en francs suisses).

En cas de modification de la participation suisse au projet, le montant fédéral doit être modifié en conséquence.

Il ne pourra cependant pas être augmenté en cas d'un éventuel dépassement de coût.

Si l'aide financière de la Confédération n'est pas utilisée conformément à l'objectif prévu, ou que les conditions et obligations ne sont pas respectées, la promesse de subvention peut être révoquée, ou le reversement des contributions versées peut être exigé.

La même disposition vaut lorsque le projet est prématurément arrêté ou seulement partiellement réalisé.

Les frais bancaires relatifs au versement des fonds fédéraux sont à la charge du porteur de projet suisse.

- Schlussrate: im Verhältnis zu den effektiv getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts sowie der Schlussabrechnung.

Die **République et Canton du Jura** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **12 613 Euro** (1,16 % der Gesamtkosten des Projekts). Der Auszahlungsrhythmus wird dem der REGIO BASILIENS angepasst.

Der **Office des Forêts du Jura** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **3 467 Euro** (0,32 % der Gesamtkosten des Projekts) durch direkte Ausgaben.

Die Zahlungen der Schweizer Kofinanzierer (Bundesmittel inklusiv) werden mit dem Vermerk "INTERREG III" auf das von dem Schweizer Projektverantwortlichen verwaltete Konto eingezahlt.

Der Wechselkurs für alle Schweizer Kofinanzierer beträgt **CHF 1,58559** für 1 Euro (und umgekehrt).

Gesuche um Auszahlung von Kofinanzierungsmitteln der Schweizerischen Eidgenossenschaft sind an die REGIO BASILIENSIS zu stellen.

Die Auszahlung erfolgt nach Maßgabe der verfügbaren Mittel.

Die Kofinanzierungsmittel der Schweizerischen Eidgenossenschaft dürfen in keinem Fall 50% der effektiven schweizerischen Projektbeteiligung (in Schweizer Franken) überschreiten.

Bei einer Redimensionierung der schweizerischen Beteiligung am Projekt muss auch der Bundesbeitrag entsprechend geändert werden.

Er wird bei allfälligen Kostenüberschreitungen jedoch nicht erhöht.

Wird die Finanzhilfe des Bundes nicht zweckentsprechend verwendet oder werden die Bedingungen und Auflagen nicht eingehalten, kann die Subventionszusicherung widerrufen oder die Beiträge zurückfordert werden.

Dasselbe gilt insbesondere auch, wenn das Projekt vorzeitig beendet oder nur teilweise realisiert wird.

Die Bankgebühren zur Zahlung der Bundesmittel sind zu Lasten des Schweizer Projektträgers.

Article 7 - REMISE DES RAPPORTS

Les rapports d'activité décrits ci-dessous doivent être rédigés en langues française et allemande, en collaboration entre tous les partenaires du projet.

7.1. Rapport annuel

Le porteur de projet est tenu de remettre un rapport annuel à l'autorité de gestion au plus tard le 31 janvier de chaque année comprenant :

- des éléments relatifs aux étapes techniques réalisées et rapportées au calendrier de réalisation,
- des informations sur les critères d'évaluation exposés dans le formulaire de demande de concours communautaire,
- des informations au sujet de l'exercice du partenariat.

7.2. Rapport final

Le porteur de projet est tenu de fournir un rapport final à l'autorité de gestion au plus tard 3 mois après la fin de la période de réalisation du projet figurant à l'article 3.2 de la présente convention.

Ce rapport comporte deux parties :

1. Une première partie comportant les éléments suivants :

- des éléments établissant la conformité du projet au descriptif et aux objectifs initialement établis,
- des réponses aux critères d'évaluation exposés dans le formulaire de demande de concours communautaire,
- des informations au sujet de l'exercice du partenariat,
- le descriptif de ce qui est entrepris pour assurer la pérennité du projet.

2. Une seconde partie relative à l'aspect financier du projet comportant :

- un récapitulatif final certifié exact des dépenses acquittées et leur justification telle que mentionnée à l'article 5 de la présente convention et,

Artikel 7 - VORLAGE DER BERICHTE

Die unten genannten Berichte müssen in französischer und deutscher Sprache von sämtlichen Projektpartnern in Zusammenarbeit geschrieben werden.

7.1. Jahresbericht

Der Projektverantwortliche hat bis spätestens zum 31. Januar jeden Jahres der Verwaltungsbehörde einen Jahresbericht mit folgendem Inhalt zu erstatten:

- Angaben zur tatsächlichen technischen Umsetzung und zur Einhaltung des Realisierungsplanes,
- Angaben zu den Evaluierungskriterien, die im Antrag auf Gemeinschaftsförderung genannt werden,
- Informationen im Hinblick auf die Zusammenarbeit innerhalb der Partnerschaft.

7.2. Abschlussbericht

Der Projektverantwortliche hat der Verwaltungsbehörde spätestens 3 Monate nach Ende des in Artikel 3.2 der vorliegenden Vereinbarung festgelegten Durchführungszeitraumes einen Abschlussbericht vorzulegen.

Dieser Bericht umfasst zwei Teile:

1. Einen ersten Teil der folgende Angaben beinhaltet:

- Nachweise mit Begründung, die die Übereinstimmung des Projekts mit der Beschreibung und den ursprünglich festgelegten Zielen belegen
- Angaben zu den Evaluierungskriterien, die im Antrag auf Gemeinschaftsförderung genannt werden,
- Informationen im Hinblick auf die Zusammenarbeit innerhalb der Partnerschaft
- Beschreibung der Sicherstellung der Projektweiterführung.

2. Einen zweiten Teil bezüglich der Projektfinanzierung, der enthält:

- eine abschließende verbindliche Aufstellung der gezahlten Ausgaben und deren Nachweis wie in Artikel 5 der vorliegenden Vereinbarung bezeichnet, und

<ul style="list-style-type: none"> - un état récapitulatif des fonds complémentaires émanant des partenaires au projet, - le cas échéant, un état des recettes engendrées par le projet, - une attestation de fin du projet. <p>Le porteur de projet s'engage à n'effectuer aucune publication relative aux résultats du projet avant acceptation du rapport final par le Comité de Pilotage et sans autorisation du Secrétariat technique ou de l'autorité de gestion.</p> <p>En cas de non respect de cet article 7, l'article 9 s'applique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - einen zusammenfassenden Einnahmenstand der von den Partnern überwiesenen Komplementärmitel, - gegebenenfalls einen Stand der durch das Projekt verursachten Einnahmen, - eine Bestätigung der Projektbeendigung. <p>Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, vor der Annahme des Abschlussberichtes durch den Lenkungsausschuss) und ohne Genehmigung des technischen Sekretariats oder der Verwaltungsbehörde keine Veröffentlichung über die Ergebnisse des Projektes zu unternehmen.</p> <p>Im Falle der Nichtbeachtung dieses Artikels 7, kommt Artikel 9 zur Anwendung.</p>
<p>Article 8 - OBLIGATIONS DE COMMUNICATION</p> <p>Le porteur de projet et les partenaires s'engagent à faire état de la participation financière de l'Union Européenne (FEDER) et des différents cofinanceurs (en particulier le soutien apporté par la Confédération helvétique le cas échéant) dans toute opération promotionnelle réalisée sur le projet.</p> <p>Toute mesure de communication doit être réalisée conformément aux dispositions figurant dans le règlement (CE) n°1159/2000 du 30 mai 2000 visant les actions d'information et de publicité à mener par les Etats membres sur les interventions des fonds structurels.</p> <p>Les dispositions applicables en matière de publication sont également contenues dans le vade-mecum (il est rappelé que ce document a la même valeur contractuelle que la présente convention).</p> <p>En cas de non respect de cet article 8, l'article 9 s'applique.</p>	<p>Artikel 8 - VORSCHRIFTEN ZUR ÖFFENTLICHKEITSARBEIT</p> <p>Der Projektträger und die Projektpartner verpflichten sich, bei jeder durchgeführten Werbemaßnahme zum Projekt, auf die finanzielle Beteiligung der Europäischen Union (EFRE) und der verschiedenen Kofinanzierer (insbesondere im Falle einer Kofinanzierung durch die Schweizerische Eidgenossenschaft) hinzuweisen.</p> <p>Sämtliche Öffentlichkeitsmaßnahmen müssen die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1159/2000 vom 30. Mai 2000 über die von den Mitgliedstaaten zu treffenden Informations- und Publizitätsmaßnahmen für die Interventionen der Strukturfonds beachten.</p> <p>Die anwendbaren Bestimmungen zur Öffentlichkeitsarbeit sind auch im Vade-Mecum aufgeführt (es wird daran erinnert, dass dieses Dokument gleichwertiger Vertragsbestandteil ist wie die vorliegende Vereinbarung).</p> <p>Im Falle der Nichtbeachtung dieses Artikels 8, kommt Artikel 9 zur Anwendung.</p>
<p>Article 9 - SANCTIONS ET REVERSEMENTS</p> <p>9.1. Obstacles à la réalisation du projet</p> <p>Si le projet rencontre après son démarrage un obstacle persistant contraire à la réalisation future du projet, l'autorité de gestion peut, sur demande justifiée du porteur de projet, résilier la présente convention.</p>	<p>Artikel 9 - SANKTIONEN UND RÜCK-ZAHLUNGEN</p> <p>9.1. Hindernisse zur Realisierung des Projektes</p> <p>Entsteht nach Projektbeginn ein dauerhaftes Hindernis, das der weiteren Durchführung des Projekts entgegensteht, kann die Verwaltungsbehörde auf entsprechend begründeten Antrag des Projektträgers die vorliegende Vereinbarung kündigen.</p>

Dans ce cas, l'autorité de gestion peut éventuellement ordonner le reversement des subventions communautaires reçues jusque-là.

9.2. Non-respect de la convention

Dans les cas mentionnés ci-dessous, l'autorité de gestion a le droit, après en avoir informé le Comité de Pilotage :

- de suspendre ou d'arrêter le versement des subventions communautaires ;
- ou d'ordonner le reversement total ou partiel des subventions communautaires versées.

1. Si le porteur de projet ne respecte pas les dispositions énoncées dans la présente convention, notamment :

- en ne réalisant pas le projet ou que partiellement,
- en changeant le plan de financement et le budget prévisionnel sans autorisation préalable de l'autorité de gestion,
- en utilisant la subvention communautaire à d'autres fins que celles stipulées à l'article 2 (détournement de l'objet),
- en entravant la mise en œuvre des mesures de contrôle,

2. S'il ne procède pas aux appels de fonds dans les délais fixés (exception faite d'un courrier justifiant le non-appel de fonds, accepté par l'autorité de gestion),

3. S'il ne fournit pas les rapports annuels et final dans les délais fixés,

4. Si ces rapports ne contiennent pas les informations demandées,

5. S'il ne respecte pas les obligations de communication sur le soutien communautaire,

6. S'il est soupçonné d'un acte délictueux en relation avec la réalisation du projet,

7. Ou si la décision du Comité de Pilotage concernant l'octroi des subventions communautaires est contraire au droit.

9.3. Modalités de reversement des fonds perçus

Le porteur de projet s'engage à reverser les fonds dans un délai d'un mois après notification par l'autorité de gestion de la décision de reversement. Si la mise en demeure du porteur

Die Verwaltungsbehörde kann in diesem Fall die Rückzahlung der bis dahin empfangenen Gemeinschaftsbeihilfen anordnen.

9.2. Nicht-Beachtung der Vereinbarung

In den unten genannten Fällen kann die Verwaltungsbehörde nach Information des Lenkungsausschusses:

- die Auszahlung von Gemeinschaftsbeihilfen vorläufig oder endgültig einstellen ;
- oder die teilweise oder vollständige Rückzahlung der bisher ausbezahlten Gemeinschaftsbeihilfen anordnen.

1. Falls der Projektverantwortliche die Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung missachtet, insbesondere wenn er :

- das Projekt teilweise oder vollständig nicht durchführt,
- den Kosten- und Finanzierungsplan ohne vorherige Autorisierung durch die Verwaltungsbehörde ändert,
- die Gemeinschaftsbeihilfe zu anderen Zwecken als den in Artikel 2 genannten verwendet (Zweckentfremdung),
- die Durchführung der Kontrollmaßnahmen behindert,

2. Falls er die Mittel nicht innerhalb der vorgesehenen Frist abrufen (eine Ausnahme wird gemacht, wenn ein von der Verwaltungsbehörde akzeptiertes Schreiben die unterlassene Abrufung rechtfertigt),

3. Falls er die Jahres- und Abschlussberichte nicht innerhalb der vorgesehenen Frist vorlegt,

4. Falls diese Berichte die geforderten Informationen nicht beinhalten,

5. Falls er die Öffentlichkeitsvorgabe über die Unterstützung der EU nicht respektiert,

6. Falls er einer Straftat im Zusammenhang mit der Projektdurchführung hinreichend verdächtig ist,

7. Oder falls die Entscheidung des Lenkungsausschusses über die Bewilligung von Gemeinschaftsbeihilfen rechtswidrig ist.

9.3. Bestimmungen zur Rückzahlung der gezahlten Mittel

Der Projektverantwortliche verpflichtet sich, die Beihilfen innerhalb eines Monats nach Bekanntgabe der Rückforderungsentscheidung durch die Verwaltungsbehörde zurückzuzahlen. Sollte das

de projet par l'autorité de gestion est restée sans effet au-delà d'un mois, l'autorité de gestion peut résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les fonds communautaires sont à reverser (au prorata) à l'autorité de paiement :

- sur le compte n° 40031 00001 0000227647, intitulé Programme INTERREG III Rhin Supérieur Centre-Sud, ouvert dans les livres de la Caisse des Dépôts et Consignations et tenu à la Trésorerie Générale de Strasbourg,
- sur le compte REGIO PAMINA n° 30001 00806 0000L050004 63 ouvert auprès de la Banque de France Strasbourg.

Les fonds complémentaires sont reversés aux cofinanceurs.

Si le porteur de projet ne reverse pas ou qu'incomplètement la somme demandée dans le délai prescrit, les sommes sont susceptibles d'être majorées d'intérêts de retards et l'autorité de gestion peut charger une instance via le Comité de Pilotage de recouvrer les fonds, le cas échéant par voie d'exécution forcée.

In-Verzug-Setzen des Projektverantwortlichen einen Monat lang wirkungslos bleiben, kann (können) die Verwaltungsbehörde von sich aus die vorliegende Vereinbarung durch Einschreiben mit Rückschein kündigen.

Die Gemeinschaftsmittel sind (anteilmäßig) an die Zahlstelle zurückzuzahlen :

- auf das Konto Nr. 40031 00001 0000227647, Empfänger Programm INTERREG III Oberrhein Mitte-Süd, das in den Büchern der Caisse des Dépôts et Consignations eröffnet wurde und von der Trésorerie Générale in Straßburg geführt wird,
- auf das Konto PAMINA Nr. 30001 00806 0000L050004 63 eröffnet bei der Banque de France Strasbourg.

Die Kofinanzierungsmittel sind an die Kofinanzierer zurückzuzahlen.

Falls der Projektverantwortliche innerhalb der festgelegten Frist die verlangte Summe nur unvollständig oder überhaupt nicht zurückzahlt, sind die Beträge zu verzinsen und die Verwaltungsbehörde kann über den Lenkungsausschuss eine Stelle mit der Einziehung beauftragen, ggf. auf dem Wege der Zwangsvollstreckung.

Article 10 - CONTRÔLES

Le porteur de projet et ses partenaires sont tenus de conserver les pièces justificatives originales jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, c'est-à-dire 3 ans après le dernier versement effectué par la Commission Européenne à l'autorité de gestion et au moins jusqu'au 31 décembre 2013.

Ils s'engagent à se soumettre à tout contrôle sur place et sur pièces effectués par l'autorité de gestion ou par les organismes mandatés par elle, par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires, et ce aux frais du porteur de projet lorsqu'il est fait appel à un expert extérieur à l'administration.

Artikel 10 - KONTROLLEN

Der Projektverantwortliche und seine Partner sind verpflichtet, die Originalbelege aufzubewahren, solange mit Kontrollen zu rechnen ist, d.h. 3 Jahre nach der letzten Zahlung, die die Europäische Kommission an die Verwaltungsbehörde veranlasst hat, mindestens jedoch bis zum 31. Dezember 2013.

Sie unterwerfen sich bezüglich des geförderten Projekts jeglicher Kontrolle, die von der Verwaltungsbehörde oder von den durch sie beauftragten Einrichtungen, den Inspektionen und Kontrollstellen einschließlich den nationalen und gemeinschaftlichen Kontrollstellen vor Ort oder anhand der Nachweise durchgeführt wird. Falls eine externe Expertenprüfung erforderlich wird, trägt der Projektverantwortliche die anfallenden Kosten.

Signataires de la présente convention relative au projet n°2c.11 "Optimisation du rôle de la forêt dans la protection des petits cours d'eau et des zones humides"

Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung bezüglich des Projekts Nr. 2c.11 „Optimierung wasserwirtschaftlicher und gewässerökologischer Belange in der Waldwirtschaft“

Département du Haut-Rhin

Partenaire financeur (signature, cachet, date)

Finanzierungspartner (Unterschrift, Stempel, Datum)